



République Française  
Arrondissement d'Ancenis  
COMMUNE D'OUDON

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**  
**N°2026-A180**

**Portant interdiction de circulation et de stationnement au droit des chantiers effectués sur la voie communale n°36, Les Humeaux, par l'entreprise PHILIPPE ET FILS**

**La Maire de la Commune d'OUDON**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 à L.2213.6 ;

**VU** le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.113-2, L.115-1 et L.141-11 ;

**VU** le Code de la route et notamment les articles R.110.1, R.110.2, R.411.5, R.411.8, R.411.25, R.411-28, R.417.4, R.417.9, R.417.10 et R.417.12 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel modifié du 6 novembre 1992 ;

**VU** la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la 8<sup>ème</sup> partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière concernant l'élaboration d'un arrêté permanent ;

**VU** la demande reçue de la société par courriel aux fins d'effectuer des travaux sur le réseau électrique ;

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers des voies et espaces publics de la commune lors des interventions de cette entreprise, tout en réduisant autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Du lundi 22 juin 2026 au vendredi 10 juillet 2026, de 7h00 à 17h00, la circulation et le stationnement sur la voie communale n°36, Les Humeaux sont interdits.**

**Article 2 : L'accès aux propriétés riveraines et les véhicules de secours seront maintenus. La circulation des camions de collecte de déchets est autorisée avant 07h00 et après 17h00.**

**Article 3 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment la nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence d'agents, d'engins ou d'obstacles).

**Article 4 :** La signalisation réglementaire des chantiers, de restriction et de déviation, suivant besoin, sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La mise en place, la maintenance, le repli de la signalisation, ainsi que la mise en sécurité du chantier sont à la charge et sous la responsabilité de la société.

**Article 5 :** La société prendra toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers. La responsabilité du demandeur pourra être engagée du fait, ou à l'occasion des travaux et en cas de manquement à ses obligations, notamment pour défaut ou insuffisance de la signalisation du chantier.

**Article 6 :** Dès l'achèvement des travaux, la société devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

**Article 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANTES 6, allée de l'Ile-Gloriette - BP 24111 44041 Nantes Cedex, dans les deux mois à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie d'OUDON.

**Certifié exécutoire**



Commune d'LOUDON

**Article 8 :** Le présent arrêté sera publié conformément à la réglementation en vigueur, à chaque extrémité du chantier.

**Article 9 :** La Directrice générale des services de la commune d'LOUDON, le Commandant de la brigade de Gendarmerie d'LOUDON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANTES 6, allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 44041 Nantes Cedex, dans les deux mois à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le

Publié le : 16/06/2026 06:33 (Europe/Paris) concernant, auprès de la mairie d'LOUDON.

Collectivité : Loudon

[https://www.intramuros.org/loudon/documents\\_administratifs/66568](https://www.intramuros.org/loudon/documents_administratifs/66568)

Certifié exécutoire